

20.10.2011 - 09:55 - INVESTMENT EXECUTIVE

Industrie

Pl. Fin. : le FPSC recommande de réglementer le titre

La planification financière devrait être une profession réglementée, selon Cary List, président et chef de la direction du Financial Planning Standard Council (FPSC).

La bataille du titre professionnel est déjà menée au Québec par l'Institut québécois de planification financière (IQPF) qui tente de faire reconnaître le titre de planificateur financier par l'Office des professions. Au Québec, le titre de planificateur financier est déjà protégé.

Selon le FPSC, les planificateurs financiers devraient être vus comme des professionnels distincts au sein de l'ensemble des métiers du secteur financier. La profession est unique et elle doit d'autant plus être réglementée comme telle, a rappelé Cary List lors d'une intervention au Financial Planning Standards Council's Vision 2020 qui se tenait cette semaine à Toronto.

Les planificateurs financiers seraient souvent associés, à tort, avec la négociation de titres et vus uniquement comme des exécuteurs d'ordres boursiers, a souligné Cary List en ajoutant que plusieurs des activités menées par les planificateurs ne sont pas actuellement réglementées. Selon lui, les régulateurs, comme les commissions des valeurs mobilières, pourraient être impliqués davantage dans l'encadrement de la profession.

Également présent à la conférence, Bill Rice, président et chef de la direction de la Commission des valeurs mobilières de l'Alberta (CVMA), a répondu, qu'en tant que régulateur, il n'avait présentement qu'un rôle limité à jouer dans l'encadrement des planificateurs puisqu'une majorité de leurs activités ne concernent pas les valeurs mobilières.

« Je crois que les planificateurs financiers sont les mieux placés pour déterminer les standards qu'ils devraient suivre et à les mettre en place, a-t-il lancé. Il y a une opportunité de professionnaliser ce métier. »

Pour sa part, Erez Blumberger, directrice adjointe des plaintes à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, a prévenu que « le réel défi n'est pas de savoir si vous êtes capable de vous réglementer, mais le fait qu'on ajouterait ainsi une autre couche de réglementation. De plus, comment ces règles additionnelles pourraient fonctionner ? ».

Laissant la porte ouverte à un rôle plus important des régulateurs dans le contrôle de la profession, Bill Rice a ajouté que les différentes commissions des valeurs mobilières supervisaient déjà beaucoup d'organismes d'auto réglementation à travers le pays. « Le conseil est une composante importante de ce qui nous intéresse, nous, les régulateurs. Nous avons déjà une structure qui, peut-être, pourrait nous aider à remplir le rôle de superviseur. »

Confusion

Lors de la même conférence, plusieurs intervenants ont souligné qu'une confusion existait toujours dans la population entre les différents titres portés par les professionnels du secteur financier, y compris de celui de planificateur financier.

« La réalité est que la majorité de la population en général n'a pas de compréhension de ce que veut dire le titre de planificateur financier, a indiqué Jason Round, gestionnaire senior du support à la planification financière à la RBC. Il nous revient, en tant qu'industrie, de clarifier la situation. »

La solution ne réside toutefois pas dans une trop grande simplification de la situation, prévient pour sa part May Young, responsable de la gestion de patrimoine chez Upside Consulting Group : « Nous ne rendrions pas service aux consommateurs en simplifiant tellement les choses qu'ils abdiqueraient leur responsabilité de s'informer ».